

Mot des coéditeurs

Evens Emmanuel et Carlo Prévil

La qualité et la soutenabilité (ou durabilité) de la vie dans les espaces urbains, plus particulièrement dans les pays en développement (PED), sont affectées par l'interrelation complexe qui existe entre la croissance et le développement économique, la gestion de l'environnement et le bien-être des citoyens. En effet, l'accroissement rapide de la population et l'industrialisation progressive ou moderne entraînent une demande accrue de ressources naturelles. De telles situations ne permettent pas toujours aux pays du Sud de s'organiser pour disposer en milieux urbains d'écosystèmes sains et équilibrés. La nécessité d'adopter des approches coordonnées, pour mieux comprendre les grands problèmes environnementaux et les défis de durabilité auxquels sont confrontées les Villes du Sud, devient de plus en plus urgente.

En effet, «*L'environnement urbain se dégrade souvent dans les pays en développement par suite du faible niveau de vie de la population, lui-même lié au chômage. Les ressources des municipalités sont très insuffisantes pour maintenir la qualité de la vie : absence de système d'égouts, insuffisance des adductions d'eau et du système de ramassage des ordures, d'où pollution de la nappe phréatique ; prolifération des nuisibles (rongeurs, insectes, bactéries...)*»¹. Dans les villes du Sud², la croissance démographique provoque l'hétérogénéité des ménages déshérités jusqu'à des formes variées de lumpenprolétariat outre les inégalités socioéconomiques et la polarisation sociale accrue. Au-delà de ces phénomènes anthropiques et de leurs conséquences socioéconomiques, il semble opportun, dans le cas spécifique des villes haïtiennes, de tenir compte de la forte exposition aux risques multiples (naturels, et anthropiques).

La République d'Haïti occupe la partie occidentale de l'île d'Hispaniola dont la partie orientale constitue la République Dominicaine. Haïti tarde à s'affirmer dans le concert des pays émergents au XXI^e siècle. Le pays est plutôt considéré, selon le cas, comme pays en développement (PED)³, pays du Sud, pays du Tiers-monde et quelquefois du quart monde, pays le moins performant de l'hémisphère occidental et de l'Amérique latine, etc. Située au cœur des Grandes Antilles, Haïti est non seulement à la frontière de deux plaques tectoniques : la plaque nord-américaine et la plaque des Caraïbes (située sous la mer des Antilles), elle est également sur le trajet des cyclones tropicaux qui prennent naissance dans l'océan

Atlantique. En plus des imperfections environnementales⁴ liées à sa localisation, Haïti dispose d'un environnement géophysique caractérisé d'abord par des phénomènes climatiques hydrologiques et biogéographiques particuliers⁵. Ces événements naturels déterminent des formes d'ablation dévastatrices : glissements de terrain, éboulements, érosion en nappe ou en ravinement, sapement des berges des cours d'eau⁶.

Par ailleurs, l'histoire des espaces urbains d'Haïti est marquée par un certain nombre de faits environnementaux, d'événements naturels qu'on qualifie, à partir de leur degré d'impact sur les écosystèmes, de catastrophes⁷. Entre 2004 et 2016, on peut notamment citer les événements majeurs qui ont frappé le territoire haïtien (i) l'ouragan Jeanne aux Gonaïves (2004), (ii) les 4 Ouragans de l'automne 2008, (iii) le séisme du 12 janvier 2010, et (iv) le cyclone Matthew (2016). En plus de l'impact de ces catastrophes naturelles sur la vie de la population, leurs impacts socio-économiques ont été non négligeables.

Dans ce cahier thématique, le GRAHN cherche à mieux comprendre les interdépendances multidisciplinaires entre la croissance économique, la gestion de l'environnement et le bien-être individuel en essayant de répondre aux questions suivantes :

- Y-a-t-il lieu d'identifier et de retenir en Haïti des interrelations écosystémiques entre la croissance durable, la bioéthique et la pauvreté ?
- En quoi l'économie et la performance organisationnelles peuvent-elles conduire à une meilleure gestion environnementale, au progrès individuel et au développement durable dans les villes du Sud ?
- Comment arriver à établir et maintenir une relation équilibrée dans les villes du sud entre la santé humaine et écosystémique, les ressources en eau et le recyclage ?

On comprend que ces questions ne puissent pas être posées sans renvoyer au contexte de : (i) la vulnérabilité des sociétés urbaines en Haïti, (ii) la santé humaine et l'environnement urbain, (iii) l'évaluation environnementale, (iv) et de résilience aux changements climatiques. La revue Haïti Perspective du GRAHN regroupe dans

1. Gubry P. (1996). L'environnement urbain. In. Polulation et environnement dans les pays du Sud. Paris : Karthala, pp.273-288.
2. Jaglin S. (2001). L'eau potable dans les villes en développement : les modèles marchands face à la pauvreté. Revue Tiers Monde, t. XLII, 166 :275-303.
3. Selon la Banque Mondiale (2017), Haïti dispose d'un Produit intérieur brut (PIB) de 8 380 920,00 USD (Information disponible sur : <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GNP.ATLS.CD>, et d'un PIB par habitant de 760,00 USD (montant largement inférieur à celui de la République Dominicaine qui est de 6 630,00 USD) – (Information disponible sur : <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GNP.PCAP.CD>).

4. Panayotou T. (1990). Gestion des ressources naturelles en vue d'un développement durable en Haïti. Port-au-Prince : BDPA/SETAGRI.
5. Saint-Vil J. (1985). Le relief d'Haïti. In : Atlas d'Haïti. Bordeaux : Centre d'Etudes de Géographie Tropicale (CEGET-CNRS), Université de Bordeaux 3.
6. Emmanuel E, Lindskog P. (2002). Regards sur la situation actuelle des ressources en eau de la République d'Haïti. In : Actes du Colloque International Gestion Intégrée de l'Eau en Haïti. Port-au-Prince : Université Quisqueya, p. 30-52.
7. Emmanuel E. (2010). La situation environnementale des villes haïtiennes après le tremblement du 12 janvier 2010. In : Haïti : les limites de la résilience. Paris : EHESS, le 19 novembre 2010.

ce cahier thématique 6 articles qui permettent d'aborder de manière analytique ces différents contextes.

- a) Dans la rubrique Analyse précédant ce cahier thématique, **Alexandra Emmanuel et Yanick Simon** abordent la problématique du déséquilibre existant dans les villes du sud entre la santé humaine et écosystémique sous l'angle de la pollution environnementale aux métaux lourds. Elles étudient dans leurs travaux l'exposition environnementale au plomb et son impact sur la santé des enfants, des femmes enceintes et de la population générale en Haïti. Selon ces auteurs, la population haïtienne est exposée à un problème de santé urbaine généralisée qui affecte particulièrement les enfants et les femmes enceintes qui sont les plus vulnérables.
- b) **Sebastian Weissenberger** traite de la mise en œuvre de l'approche de résilience pour l'adaptation climatique en Haïti. En se situant dans le cadre conceptuel des systèmes socioécologiques, cette démarche met l'accent sur la capacité de réaction et de transformation des systèmes socioécologiques et donc de leurs qualités intrinsèques, elle permet de prendre en compte les risques multiples – climatiques, sismiques, économiques, de sécurité alimentaire – présents en Haïti.
- c) **Elmyre Clervil et al.** retiennent les catastrophes naturelles et la dégradation de l'environnement parmi les facteurs de vulnérabilité les plus inquiétants en Haïti. À la lumière des effets néfastes de deux catastrophes majeures ayant frappé Haïti le 12 janvier 2010 et le 4 octobre 2016, ces auteurs analysent la pertinence de l'utilisation de l'EES dans la planification stratégique des actions de réduction de la vulnérabilité multirisque d'Haïti face aux catastrophes naturelles.
- d) **Ketty Balthazard-Accou et Elmyre Clervil** partant du retard considérable constaté dans le domaine de l'évaluation environnementale et des importants des défis à relever pour permettre

la prise en compte effective des enjeux environnementaux et sociaux dans l'élaboration des politiques publiques en Haïti, ces deux auteurs retiennent l'évaluation environnementale parmi les outils les plus importants de tout processus de développement. Ils fournissent des arguments, résultant d'analyses, sur la nécessité d'intégrer l'évaluation environnementale stratégique dans les programmes publics devant permettre à Haïti d'atteindre les objectifs de développement durable.

- e) **Neptune Prince et al.** montrent que la non participation des citoyens, prise sous l'angle de l'absence de performances organisationnelles et sociétales, semble entraver la soutenabilité des villes de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, ces auteurs examinent, à la lumière des observations sur la construction urbaine de Canaan, les éventuels effets de l'écart entre les normes et les pratiques de gestion environnementale dans les espaces urbains en mettant l'accent sur la présence des « [...] sans eau, sans électricité, sans emploi, sans route, sans école, sans avenir, sans État, etc.⁸ ».
- f) **Franky Zamor et al.** analysent l'influence de l'assainissement sur la qualité de l'eau de baignade à Port-Salut. En effet, ils démontrent comment la mauvaise gestion des eaux usées dans une zone touristique peut entraîner la dégradation de la qualité des eaux de baignade des plages et de l'environnement dans l'ensemble.

Les conclusions et perspectives de ces articles fournissent un cadre théorique de réflexions et d'actions non seulement sur la vulnérabilité naturelle et anthropique des villes haïtiennes, mais également sur la nécessité pour les autorités du pays de repenser les politiques publiques en matière de gestion de l'environnement urbain. ■

8. Théodat J.-M. (2014). Port-au-Prince en sept lieux. In : L. Hurbon (dir.), Catastrophe et environnement. Haïti, séisme du 12 janvier 2010, Paris : École des études en sciences sociales, p.144.

Evans Emmanuel, Ph.D. est professeur à l'Université Quisqueya (UniQ). Il est le fondateur et ex-directeur du Laboratoire de Qualité de l'Eau et de l'Environnement (LAQUE) toujours à l'UniQ. En septembre 2003, il a mis en place le Master Recherche en Écotoxicologie, Environnement et Gestion des Eaux (MEEGE) et depuis octobre 2005 s'est lancé dans la formation doctorale de certains diplômés du MEEGE. Il détient un master en sciences dans le domaine du génie sanitaire de la Universidad de San Carlos de Guatemala, et un doctorat en sciences de l'environnement de l'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon. Il a décroché son diplôme d'Habilitation à Diriger des Recherches en juin 2008 à l'École doctorale « Chimie de Lyon » – spécialité : Sciences de l'Environnement Urbain et Industriel. Il a publié plus de 80 articles, incluant 35 conférences internationales. Sa thématique de recherche est l'évaluation des risques sanitaires et écologiques liés à l'eau de boisson et aux eaux usées. Professeur Emmanuel est le Directeur de l'École doctorale « Société et Environnement » de l'Université Quisqueya, Directeur du Collège doctoral d'Haïti, Président de la Commission régionale d'Experts du Bureau Caraïbe de l'AUF et membre du Conseil scientifique de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF). Professeur Emmanuel est le Vice-recteur à la recherche et à l'innovation de l'UniQ. Il préside le Conseil scientifique du Groupe Haïtien d'Études et de Recherche en Environnement et Santé (GHERES). Il assure la Vice-présidence des relations avec les milieux de savoir de GRAHN-Haïti. Il est membre fondateur et membre régulier de l'Académie Haïtienne des Sciences. evens.emmanuel@gmail.com

Carlo Prével, Ph.D. est ingénieur-agronome de formation. Il a obtenu son doctorat en sciences géographiques à la suite d'une maîtrise en aménagement du territoire et développement régional (M. ATDR) et d'un DESS en développement rural intégré. Il a également effectué un stage postdoctoral en système intégré d'aide à la décision (SIAD) en gestion par bassin, grâce à un financement du Réseau de Centres d'excellence GEOIDE (géomatique pour des interventions et des décisions éclairées). Ses intérêts de recherche portent sur l'aide au processus décisionnel territorial par l'application des méthodes de la science de l'information géographique et de l'analyse multicritère. Il s'attarde particulièrement à la caractérisation du sens du lieu, à la modélisation territoriale multi-échelle de l'affectation du sol et à l'implémentation d'instruments de connaissances pour faciliter la participation du public dans les démarches d'aide à la décision territoriale. Il est actuellement professeur chercheur à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), chercheur associé au Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté (Centr'ERE, Université du Québec à Montréal), professeur associé à l'Institut des sciences, des technologies avancées et des études supérieures (ISTEAH), membre du Réseau de recherche « Conception de systèmes informatiques environnementaux et agricoles », membre du Comité consultatif national de la Chaire UNESCO en démocratie, citoyenneté mondiale et éducation transformative (Université du Québec en Outaouais). Carlo.Prevel@uqat.ca